

COPIE

COURRIER ARRIVÉ

Le 22 DEC. 2020

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE saisies immobilières

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de **PARIS** séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur.

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT

A PARIS 9^{ème}, 4 rue du Delta, Bâtiment A, au 6^{ème} étage, une chambre.

Aux requêtes, poursuites et diligences le **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de l'immeuble sis 4 rue du Delta à PARIS 9^{ème}**, représenté par son Syndic en exercice la SARL V.V.B. IMMOBILIERE DE GESTION, identifiée au SIREN sous le numéro 529 547 499 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS, dont le siège social est 30 rue de Saint-Petersbourg à PARIS 8^{ème}, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

Dûment habilité à poursuivre la présente vente par décision de l'assemblée générale des copropriétaires dudit immeuble en date du 13 mars 2019.

Ayant pour avocat la SELARL ATTIQUE AVOCATS, représentée par Maître Nicolas COHEN-STEINER, Avocats au Barreau de PARIS, demeurant 8 rue Gounod à PARIS 17^{ème}.

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

1^{er} stock

U

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU de la copie dûment en forme exécutoire d'un jugement réputé contradictoire et en premier ressort rendu par le Tribunal Judiciaire de PARIS, le 27 mai 2020, signifié le 10 juin 2020 et devenu définitif.

Le poursuivant sus dénommé et domicilié, a suivant exploit de la SCP Muriel MATHURIN - Jimmy BOURGEOIS, Huissiers de Justice Associés à POINTE-A-PITRE, en date du 5 octobre 2020, fait signifier commandement à :

Le Service France Domaine - Trésorerie Générale de la Guadeloupe, dont les bureaux sont à BASSE TERRE (Guadeloupe) CDFIP Desmarais, pris en sa qualité de curateur à la succession vacante de :

- **Madame Nathalie Samson Ginette KANCEL**, née le 28 juillet 1937 au GOSIER (Guadeloupe), de nationalité française, divorcée en premières noces de Monsieur Louis Olga MANETTE et épouse en secondes noces de Monsieur Jean KOR, décédée le 26 mai 2009 aux ABYMES (Guadeloupe).

Observation étant ici faite que la copie dudit commandement a été déposée en l'Etude de l'Huissier conformément aux dispositions de l'article 656 du CPC.

Fonctions auxquelles il a été désigné par ordonnance rendue le 21 février 2013 par le Tribunal de Grande Instance de POINTE-A-PITRE.

D'avoir à payer dans les **HUIT JOURS** au requérant à l'acte, entre les mains de l'Huissier de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus-dénommé et domicilié,

2^e rôle M

La somme de CINQ MILLE TRENTE EUROS CINQUANTE TROIS CENTIMES (5 030,53 €) sauf mémoire, se décomposant comme suit :

EN PRINCIPAL	
Condamnation en principal (charges de copropriété arrêtées au 1 ^{er} août 2019, appel de fonds du 3 ^{ème} trimestre 2019 inclus)	2.819,12 €
Frais de recouvrement	48,00 €
Dommages-intérêts	500,00 €
Article 700 CPC	900,00 €
TOTAL EN PRINCIPAL	4.267,12 €
EN INTERÊTS (sur les charges et frais de recouvrement) arrêté au 30.09.2020 · Taux d'intérêt légal pour la période du 31/12/2019 au 29/06/2020 : 3,260 % · Taux d'intérêt légal pour la période du 30/06/2020 au 26/07/2020 : 3,150 % · Taux d'intérêt légal pour la période du 28/07/2020 au 30/09/2020 : 3,110 %	121,98 € à parfaire
DEPENS	287,50 €
COÛT DE L'ACTE	353,93 €
TOTAL sauf mémoire	5.030,53 € à parfaire

Plus le coût des présentes, sans préjudice de tous autres dus, intérêts et frais, le tout en deniers ou quittances valables.

Ce commandement a été publié au Service de la Publicité Foncière de PARIS 3^{ème} bureau le 9 novembre 2020 sages B214P03 volume 2020 S numéro 20.

Par exploit de **SCP Gilbert NAYEKO et Guillaume NAYEKO**
Huissier de Justice à **Basse-Terre (Guadeloupe)**
en date du **17 décembre 2020**
le **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES** de l'immeuble sis **4 rue du Delta à PARIS 9^{ème}** a donné assignation au **Service France Domaine - Trésorerie Générale de la Guadeloupe**, ès qualité de curateur à la succession vacante de **Madame Nathalie KANCEL épouse KOR** d'avoir à comparaître à l'audience d'orientation du **25 février 2021 à 10h00** devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS.

3^e 506

M

DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE

Dans un immeuble sis à PARIS 9^{ème}, 4 rue du Delta,

Cadastré Section BC numéro 73 pour une contenance de 3a 25ca,

Comprenant :

- Un bâtiment principal en façade sur la rue (Bâtiment A) élevé sur sous-sol et caves, d'un rez-de-chaussée surélevé et de six étages.
- Cour à la suite.
- Un bâtiment dans la cour (Bâtiment B) élevé sur sous-sol et caves, d'un rez-de-chaussée surélevé et de deux étages.

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS MIS EN VENTE

LE LOT NUMERO TRENTE ET UN (31) de l'état descriptif de division, savoir :

Une chambre située dans le bâtiment sur rue (Bâtiment A), au sixième étage et portant le numéro 2.

Et le droit à l'usage du water-closet commun situé au sixième étage.

Et les 11/1 000èmes des parties communes de l'ensemble de l'immeuble.

Observation étant ici faite qu'un procès-verbal de constat a été dressé par Maître Charles PONCET, Huissier de Justice à PARIS, le 24 novembre 2020, dont copie est donnée ci-après.

Tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent, et comportent avec toutes aisances, circonstances et dépendances et tous droits pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

4^e 506

M

OBSERVATION

Cet immeuble a fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division suivant acte reçu par Maître Maurice MAGUET, Notaire à PARIS, le 10 mars 1959, publié au 2^{ème} bureau des Hypothèques de la Seine le 27 mars 1959 volume 3043 numéro 4.

Ce règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi N°65-557 du 10 juillet 1965 (Article 48) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 intitulé « Dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles ». Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des Articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

Un exemplaire du règlement de copropriété sera remis à l'adjudicataire par l'avocat poursuivant.

ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété qui va suivre résulte de l'analyse de l'acte reçu par Maîtres Léonce JARRIAND et Maurice MAGUET, Notaires à PARIS, le 10 janvier 1963.

En la personne de Madame KANCEL épouse KOR

Le bien, objet de la présente vente, appartient à **Madame Nathalie Samson Ginette KANCEL épouse KOR** susnommée, pour l'avoir acquis, alors qu'elle était mariée en premières noces avec Monsieur Louis Olga MANETTE sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie du GOSIER (Guadeloupe) le 5 octobre 1959, de :

- Monsieur Louis Jules BILLEQUEY, né le 24 mai 1896 à SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE (Haute-Saône),

5^e rôle

- Et Madame Claire Julie Marie AUBRY, son épouse, née le 28 octobre 1897 à SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE (Haute-Saône).

Selon acte reçu par Maîtres JARRIAND et MAGUET, Notaires à PARIS, le 10 janvier 1963 publié au 3^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 4 mars 1963 volume 4695 numéro 2.

Moyennant le prix principal de 14 000 Francs payé comptant et quittancé audit acte.

Observation étant ici faite que Madame KANCEL épouse KOR a acquis le bien en son nom personnel comme exerçant une profession séparée de celle de son époux, en vertu des articles 223 et 224 du Code Civil sur le libre salaire de la femme mariée, ainsi constaté par acte de notoriété dressé par Maître JARRIAND, Notaire, le 18 octobre 1962.

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

6^e série M

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

7^e 2006 M

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ge 506 M

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

g^e rôle M

distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

10^e sise

M

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

M^e 706 M

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1^o du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

12^e rôle M

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

SEPT MILLE EUROS (7 000 €)

Fait et rédigé à PARIS, le 21/11/2020

Par la SELARL ATTIQUE AVOCATS, représentée par Maître Nicolas COHEN-STEINER, Avocats poursuivant

Approuvé

lignes

mots rayés nuls et

renvois

13^e s^ob

AFFAIRE : SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de l'immeuble sis 4 rue du Delta à PARIS 9^{ème} C/ Le Service France Domaine - Trésorerie Générale de la Guadeloupe ès qualité de curateur à la succession de Madame Nathalie KANCEL épouse KOR

N° RG :

DIRE

L'an deux mille vingt et le 22 décembre

Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS et par-devant, Nous, Greffier ;

A comparu, la SELARL ATTIQUE AVOCATS, représentée par Maître Nicolas COHEN-STEINER, Avocat du SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de l'immeuble sis 4 rue du Delta à PARIS 9^{ème}, poursuivant la présente vente ;

LAQUELLE A DIT :

Que pour compléter la désignation des biens et droits immobiliers présentement mis en vente, elle donne ci-après photocopie :

1°/du procès-verbal de constat établi par Maître Charles PONCET, Huissier de Justice à PARIS, le 24 novembre 2020,

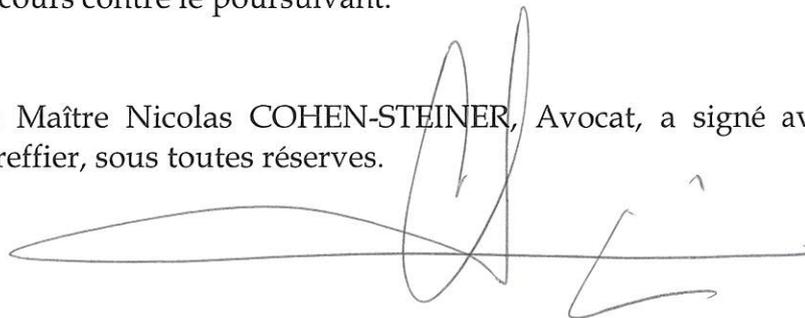
2°/ du dossier technique établi par la Société ARTESI, comprenant :

- le certificat de superficie,
- le constat de risque d'exposition au plomb,
- le diagnostic relatif à la recherche d'amiante,
- le diagnostic de performance énergétique,
- l'état parasitaire,
- l'état de l'installation intérieure d'électricité,
- et l'état des risques et pollutions.



L'adjudicataire dûment informé de la présence de plomb dans les revêtements, supérieure à la norme réglementaire, devra faire son affaire personnelle de tous travaux qu'il aura lieu de faire sans aucun recours contre le poursuivant.

Et Maître Nicolas COHEN-STEINER, Avocat, a signé avec Nous, Greffier, sous toutes réserves.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.A small, simple handwritten mark or signature in black ink, resembling a stylized letter 'M' or a similar symbol.



Loi 96-1107 du 18 décembre 1996 et décret n° 97-532 du 23 mai 1997 - Article 54 de la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) modifiée par L'article 15 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014, a modifié l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965 en supprimant la notion de surface habitable et privative. La superficie sera définie par le décret en Conseil d'État prévu à l'article 47. La notion de surface habitable a également été supprimée de l'article L. 721-2 du Code de la construction et de l'habitation.

N° de dossier :
SERVICE France DOMAINE

Date de visite : 23/11/2020

1 - Désignation du bien à mesurer

Adresse : 4 RUE DU DELTA 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Nature du bien : Appartement chambre
Etage : 6ème Etage
Lot(s) : 2
Date de construction : 1900

2 - Le propriétaire/bailleur du bien

Nom, prénom : SERVICE France DOMAINE
Adresse : 4 RUE DU DELTA
Code Postal : 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT

3 - Description du bien mesuré

Pièce désignation	Superficie carrez (en m ²)
chambre	7.10

4 - Superficie totale du lot : **7.10 m²**

5 - Autres éléments constitutifs du bien non pris en compte

Pièce désignation	Superficie hors carrez (en m ²)
Hauteur inférieure à 180m	4.76

6 - Superficie annexe totale du lot : **0.00 m²**

Observation : le règlement de copropriété ne nous ayant pas été soumis, la responsabilité de la société se voit dérogée quant à l'exactitude de la désignation et de la constitution du lot de copropriété ci-dessus défini. Les surfaces annoncées sont donc celles occupées par le demandeur.

Intervenant : Sophie Teste

Fait à : Arcueil

Le : 23/11/2020

ARTESIE
DIAGNOSTIC IMMOBILIER
3, allée Django REINHARDT
94110 ARCUEIL
Tél: 06 88 28 40 31 - 01 57 21 85 94
SIRET: 786 858 378 00018



Arcueil, le 23/11/2020

Objet : engagement sur l'honneur

Je soussignée Sophie Teste, diagnostiqueur immobilier et gérante de la société ARTESIE DIAGNOSTIC IMMOBILIER,

- Atteste sur l'honneur être ne situation régulière au regard des articles L.271-6 du Code de la Construction et de l'Habitat, disposer des moyens matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique,
- A souscrit un contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle et générale dont le montant de la garantie est de 300 000 €uros par sinistre et de 500 000 €uros par année d'assurance (Contrat Allianz 1, cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex – numéro 80810780).
- Etre titulaire de :

La certification de Diagnostiqueur Immobilier délivrée par Qualit' Compétences certifications numéro C026-SE09-2016 pour les missions :

- Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante,
 - Constat de risque d'exposition au plomb,
 - Etat relatif de la présence de termites dans le bâtiment en France métropolitaine,
 - Diagnostic de performance énergétique individuel,
 - Etat des installations intérieures gaz,
 - Etat des installations intérieures d'électricité,
- La certification de formation pour le métrage réglementaire des logements (loi Carrez) et pour l'Etat des Risques Naturels et Technologiques (ERNMT) délivrée par Le GRETA de la Défense.

Sophie Teste



ATTESTATION DE FORMATION

Article L.6333-1 du Code du travail : « A l'issue de la formation, le prestataire délivre au stagiaire une attestation mentionnant : les objectifs, la nature, la durée de l'action et les résultats de l'évaluation des acquis de la formation. »

Je soussigné, Gilles GUEZ, Directeur de l'organisme de formation
CENTRE NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE « C.N.F.P. »

Sis : 22, rue du Commandeur 75014 PARIS

Atteste sur l'honneur que : Madame Sophie TESTE

Domicilié(e) : 3 Allée Django Reinhardt - 94110 ARCEUIL

A suivi le(s) module(s) suivant(s) :

- Formation LOI CARREZ : Du 30 au 31 mai 2017 soit 14 heures

Pour servir et valoir ce que de droit

Fait à Paris, le 31 mai 2017

Gilles GUEZ
Le Directeur

C.N.F.P.
22 RUE DU COMMANDEUR
75014 PARIS
TEL : 01 86 80 12 00
01 40 47 08 00
SIRET452 057078 00018 APE 8556A

CNFP - 22 rue du commandeur - 75014 Paris - Tel : 01 56 80 12 00 - Fax : 01 40 47 03 09
SARL au capital de 45 000 euros - SIRET 452 057 078 000 19 - APE 8559 A - N° de Déclaration d'Activité : 11753847975

ATT



ATTESTATION D'ASSURANCE



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 Rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

ARTESIE DIAGNOSTIC IMMOBILIER
3 ALLEE DJANGO REINHARDT
94110 ARCUEIL
Siret n°789 958 378 00018

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ, 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N°86517808/80810780.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER:

Assainissement Autonome - Collectif	Diagnostic termites
Attestation de prise en compte de la réglementation thermique	Dossier technique amiante
Certificat de décence (loi SRU 2000-1208 SRU du 13/12/2000)	DRIPP- Diagnostic de risque d'intoxication au plomb
Certificat de norme d'habitabilité dans le cadre de l'obtention d'un prêt conventionné et/ou d'un prêt à taux zéro	Etat de l'installation intérieure de l'électricité des parties privatives et communes (DTT)
Diagnostic Accessibilité (Hors ERP)	Etat des installations de gaz (Dossier de diagnostic technique)
Diagnostic acoustique	Etat des lieux locatifs
Diagnostic amiante avant travaux / démolition sans préconisation de travaux	Etat des risques et pollutions
Diagnostic amiante avant vente	Etat parasitaire
Diagnostic Amiante dans les Parties Privatives	Evaluation Périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante
Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux (Hors milieu industriel)	Exposition au plomb (CREP)
Diagnostic de performance énergétique	Loi Carrez
Diagnostic humidité	Millièmes de copropriété
Diagnostic monoxyde de carbone	Recherche de métaux lourds (Hors Détection toxique chez l'Homme)
Diagnostic plomb Avant vente/Location	Recherche de plomb avant travaux/Démolition
Diagnostic radon	Risques naturels et technologiques
Diagnostic sécurité piscine	Test d'infiltrométrie sur l'enveloppe des bâtiments
Diagnostic surface habitable Loi Boutin	Thermographie infrarouge
	Vérification des équipements et installations incendie (Hors ERP)

La garantie du contrat porte exclusivement :

- Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,
- Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation

Période de validité : du 01/10/2020 au 30/09/2021

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations.

Tél : 09 72 36 90 00
2 rue Grignan 13001 Marseille
contact@cabinetcondorcet.com - www.cabinetcondorcet.com
Service Réclamation : contact@cabinetcondorcet.com - 2 Rue Grignan 13001 Marseille 09 72 36 90 00
SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 254 382 - Immatriculation ORIAS 02 025 627 www.orias.fr - Sous le contrôle de l'ACIPR
Autorité de contrôle Prudentiel et Résolution - 61 Rue Faidherbe 75009 Paris